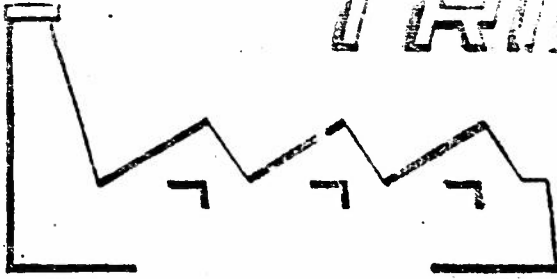


TRIBUNE

OUVRIERE



Février 1961

Journal publié par un groupe
d'ouvriers de la Régie Renault

Numéro 73

LA REPONSE DE JACQUES

Il faut bien dire que ta proposition (T.O. n° 72-janvier 61) que les outilleurs, dont la direction a beaucoup besoin, se mettent en grève n'a pas beaucoup enchanté nos camarades des ateliers d'outillage et d'étude.

Voici les réflexions que j'ai entendues : "Crois-tu qu'une minorité d'une minorité (les outilleurs sont une minorité dans l'usine et ceux qui accepteraient de faire grève seraient eux-mêmes une minorité des outilleurs) pourrait faire céder Dreyfus ?" et : "Crois-tu que nous allons nous battre pour donner de l'augmentation aux hauts coefficients et à tous les parasites des bureaux ?" D'autres disaient : "Comment veux-tu que nous débrayons... chez nous, dans l'atelier, il n'y a rien à faire alors que la direction de l'A.O.C. donne le boulot à l'extérieur", ou bien : "C'est vrai que nous pourrions tenir la direction mais les gars ne marcheront pas. Ils ne voudront pas perdre deux à trois semaines de grève pour obtenir l'augmentation pour tous et il faudrait d'ailleurs que la grève se généralise et qu'elle soit suffisamment violente pour faire peur au patron". Un autre camarade m'a dit : "~~J'ai compris maintenant. On nous a fait retrousser les manches et~~ aujourd'hui ils nous mettent à la porte. C'est les 40 heures qu'on n'aurait jamais dû laisser supprimer actuellement il y aurait du travail pour tous, mais les gars ils ont pris l'habitude de travailler 48 heures et les patrons ont pris l'habitude de nous voir faire 48 heures alors le salaire minimum c'est avec 48 heures que nous l'avons et ceux qui font moins d'heures ils n'y arrivent plus du tout. Il y en a même qui faisaient des heures supplémentaires et qui trouvent que 48 h. ce n'est plus assez". Et puis un autre : "Tu parles de faire grève mais mon gars il y a des départements tels que les 26-27 et le 37 où non seulement les gars font des heures mais où on va aussi leur arranger leurs vacances sur 4 mois et ils ne disent rien".

La plupart des Outilleurs ne pensent pas qu'il est possible de faire une grève des outilleurs seuls. La plupart des ouvriers de l'usine ne pensent pas qu'il est possible de faire une grève d'aucune manière. C'est ce qui ressort des discussions autour de la lettre de l'O.S. que nous avons publiée le mois dernier. Bien entendu nous parlons de grève véritable pas de cinéma. Mais alors, ce cinéma en question (petite grève d'avertissement avec procession à la Mairie et meeting au carrefour Zola-Kermen) pourquoi le faisons-nous encore ? Sans doute pour avoir la conscience tranquille ou pour faire plaisir à nos délégués. Aujourd'hui il faut prendre position devant la réalité : Nous avons enrichi la Régie l'Etat, et tous les parasites (concessionnaires et Agents Renault entre autres) sans parler de tous les hauts placés de l'usine qui ont réussi en plus de leur poste à se faire nommer directeurs dans les nombreuses usines satellites. Aujourd'hui nous avons fait l'expérience que 15 ans de grève pour rire nous ont mené là où nous sommes.

Il reste, pour répondre aux copains outilleurs qui disent que ce n'est peut-être pas maintenant que nous pourrions faire l'action, que nous ne pourrions pas la faire à nous seuls mais que nous restons quand même les seuls capables de déclencher l'action car nous avons une situation plus favorable que les O.S.

ACCORD DE MALFAITEURS

Les dirigeants syndicaux ont signé la reconduction des "accords" 1958, seule la C.F.T.C. a refusé de signer. Si nous, travailleurs, ces accords ne nous donnent rien, par contre la direction est bénéficiaire, puisqu'ils lui permettent l'immobilisme sur toute évolution sociale pendant 2 ans.

La C.F.T.C. dans son tract N° I27, du 27.1.61, dit : "un accord n'est pas toujours une victoire, c'est parfois un simple compromis mais aujourd'hui c'est une démission". Déjà en 1955 c'était une démission et pourtant la C.F.T.C. avait signé... La signature d'accords n'a toujours été possible que par des renoncements à la lutte et les capitulations que nous avons connues.

C'est R. COLLETTE qui dans Le Métallo Autonome de Février-Mars 1961, écrit : "après des discussions assez vives et après avoir fait remarquer à la direction que, encore une fois, les Syndicats n'avaient pas eu les délais suffisants pour étudier ses propositions, les syndicats U.O.A.-S.I.R. - C.G.C. - F.O. et C.G.T. signaient". C'est incroyable ! Comment des gens qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs peuvent-ils signer des engagements si lourds de conséquence sans les avoir étudiés ?

Dans le tract de F.O. du 15.2.61 on lit : "La direction n'a pas voulu discuter de ce projet. - Le gouvernement a exercé une pression sans précédent et rendu toute nouvelle amélioration impossible dans les accords de la R.N.U.R.". 1°) Pourquoi la direction aurait-elle discuté puisqu'elle savait qu'ils signeraient ? 2°) Ils accusent le gouvernement... mais ils ont été parmi les meilleurs défenseurs de Charles de Gaulle ! Ils disent : "nous avons subi une pression de la part de la direction" et cette dernière ne s'est pas fait faute de rappeler l'article 43 (1).

C'est encore R. COLLETTE qui dit : "Chantage ou non de la part de la direction, il y a un risque et nous ne pouvons pas, nous n'avons pas le droit de le faire courir aux travailleurs". F.O. dit : "Avions-nous le droit de laisser les travailleurs de la Régie désarmés ? La grève risquait d'être inefficace compte-tenu de la situation. Nous avons envisagé de refuser la signature mais cela nous a paru lourd de conséquences et contraire à vos intérêts à tous". Evidemment, quand on s'emploie à détruire l'action, à criser au vandalisme et à dénoncer pour quelques carreaux cassés... une grève ne sert à rien.

Il est désespérant qu'aucun syndicat, devant la pression de la direction et le manque de délais pour étudier ses propositions, n'ait dit "nous allons consulter les travailleurs". Que risquaient-ils ? Comme ils ignoraient le contenu des propositions de la direction ils ne pouvaient donc pas savoir où était notre avantage et que ces personnalités syndicales discutent à savoir s'il fallait ou non signer ces accords ... de ça on s'en fout. Mais ce que nous ne devons pas ignorer c'est que nous ne pouvons pas permettre à de tels individus de signer des engagements en notre nom sans nous consulter car nous sommes seuls à respecter leurs signatures ; depuis déjà trop longtemps la direction nous a montré qu'elle par contre ne respectait rien : ni engagement ni signature.

(1) ARTICLE 43 DES ACCORDES - En cas de fin de l'accord la Régie Renault ne sera plus tenue de maintenir les avantages du présent accord supérieur aux dispositions prévues par les Conventions Collectives ou les textes légaux en vigueur.

CAMARADE, OUBLIE LA TRIFONE LA OU TU VEUX QU'ELLE SOIT LUE.

ALORS, ON SE BAT ?

Il y a eu récemment paraît-il un pugilat à la direction. Une petite affaire de rien qui prend cependant de l'importance en fonction des galons ; et après tout pourquoi ces messieurs n'auraient-ils pas des différends et pourquoi ne perdraient-ils pas leur contrôle de temps à autre ? C'est une réaction humaine tant pis pour eux ils en connaissent le tarif, ils savent bien que pour ce délit il n'y a pas de rémission : c'est la porte de suite. Ils se sont mis en tort et ils doivent payer à la Régie. On ne plaisante pas à la Régie avec cela.

De qui s'agit-il ? On ne sait pas mais il suffirait de s'adresser au Bureau d'Embauche pour savoir quels sont les chefs renvoyés récemment pour bagarres à l'intérieur de l'usine.

ON AVAIT CALOMNIE "ANATOLE"

Quand nous avons protesté auprès de notre chef d'Atelier lors du dernier licenciement, celui-ci nous avait répondu que la sélection des licenciés était faite par la machine électronique : Anatole en question.

Oubliant ce qu'il nous avait alors affirmé il y a trois mois, ce même chef d'atelier vient de dire à un ouvrier qu'il regrettait de ne pas l'avoir mis sur la liste du dernier convoi. "Anatole" vient donc d'être réhabilité et nous en sommes très satisfaits car on ne peut rien contre des machines électroniques tandis que contre un chef, même d'Atelier, il est possible d'agir. Pour cela il suffirait de s'entendre tous.

NOTRE VIE

Prendre conscience de sa condition, faire apparaître la vérité toute nue, voilà ce que chaque ouvrier devrait être en mesure d'analyser loin de tout principe, loin de toute politique bornée.

Déroulons le film de la vie banale d'un ouvrier. C'est une vie de labeur, d'exploitation systématique de la bête humaine.

Le Centre d'apprentissage, le Collège Technique, heureuse époque où l'on croit aux bienfaits du monde moderne !...

"J'ai appris un métier, je l'aime". Pauvre garçon ! Quand les portes de l'industrie s'ouvrent devant toi, bien loin sont tes illusions. Il faut aller vite, toujours plus vite, il faut courber la tête devant des chefs souvent incapables dont la seule technique réside à faire plier l'ouvrier pour que leurs propres supérieurs soient satisfaits : voilà le monde moderne !...

Arrive le service militaire, merveilleuse école de dressage qui se charge d'enlever à une bonne moyenne de jeunes gens le sens de la lutte et de la revendication.

De nouveau, c'est le contact avec la vie civile. Beaucoup d'illusions encore mais les mois, les années d'usine ou de bureau s'acharnent à détruire le dernier coin de terre promise. L'homme, plutôt le robot, n'a plus qu'une seule attente : la Retraite ! Une petite baraque avec un bout de jardin.

De toutes façons même si cette baraque est à lui, à 65 ans on ne refait pas sa vie...

LETTRE DE BELGIQUE

Cher Camarade,

Je vais tâcher de répondre de mon mieux aux questions que tu me poses sur les grèves.

1° - Déclenchement. Après le Congrès de la F.G.T.B. nationale du 16 décembre qui refuse de déclencher une grève générale au finish et qui prévoit 24 heures de grève en Janvier, les ouvriers sont fort inquiets car M. Eyskens veut faire voter la loi unique dans les 2 Chambres avant la fin de 1960 et d'autre part les nombreux meetings organisés par la F.G.T.B. et le Parti Socialiste leur ont démontré le danger de régression sociale que constitue cette loi.

Le mardi 20 décembre des employés communaux partent en grève. Les ouvriers décident de les épauler malgré l'opposition de la F.G.T.B. Le 20, les ouvriers de Cockerill Dugru abandonnent le travail, un délégué syndical qui avait voulu s'opposer à leur mouvement est hospitalisé. Ils se rendent en groupe à l'Espérance de Seraing et obligent les ouvriers de cette usine à débrayer malgré l'opposition des délégués syndicaux. Puis ils obligent les tramways de Liège-Seraing à rentrer au dépôt. Le même phénomène se passe à Jemeppe et à Flémalle - 3 grosses usines métallurgiques : l'Espérance de Jemeppe, Les tubes de la Meuse et Phoenix Works sont en grève encore une fois malgré l'opposition des syndicats. Des comités de grève organisés par les ouvriers eux-mêmes se forment (voir P.O. du 25 Janvier). Le mercredi se passe dans une même atmosphère d'effervescence d'autant plus que les enseignants sont en grève pour 24 heures (avec l'accord des syndicats).

Le jeudi matin, environ 200 ouvriers sont massés place Saint Paul en face de la maison syndicale. Ils huent les chefs syndicalistes, ils réclament la reconnaissance de la grève, ils jettent des pierres dans les carreaux et tentent d'entrer de force dans le bâtiment. ~~Quatre bonzes du syndicat essaient successivement mais en vain de les calmer.~~ Finalement c'est un ouvrier de Cockerill qui ramène le calme mais à 10 heures la grève est reconnue par la F.G.T.B.

2° - Déroulement. A partir de cette date la grève devient générale dans tous les secteurs privés et les services publics de Wallonie. Les magasins d'alimentation peuvent seuls ouvrir de 10 h. à 13 h. Les autres sont fermés. Le port d'Anvers est en grève ainsi que les services publics de Gand.

Dans chaque maison du peuple socialiste un comité de grève organisé par la F.G.T.B. fonctionne. Il distribue le travail à une centaine de grévistes : sabotage la nuit, piquets de grève le jour. Ces hommes mangent et dorment à la maison du peuple. Le comité de grève organisé à Flémalle par les ouvriers n'a pas été reconnu par les syndicalistes. Ces derniers recherchent même activement les membres afin de les exclure du syndicat (ils ne les pas encore découverts). Les femmes préparent les repas et distribuent des colis aux enfants de grévistes. Elles organisent un piquet de grève tourant, tous les matins devant la grand poste de Liège.

Le mouvement de grève est à son apogée le 26 décembre malgré que M. Eyskens a mis le parlement en vacances jusqu'au 3 Janvier. ~~Les miliciens ont été rappelés d'Allemagne et occupent les édifices publics (gare, poste, télégraphe, etc.).~~ Ils gardent les ponts, les voies ferrées, les dépôts d'armes et d'essence. Chaque jour des manifestations et des meetings se déroulent dans le calme.

Mais dès les premiers jours de janvier, les grévistes se montrent mécontents : on se promène pour rien (manifestations), on ne fait rien, on piétine. Les magasins du centre de Liège ont rouvert leurs portes, beaucoup arborent une affiche : "Loi unique non, mais liberté d'abord".

.../...

Le 2 Janvier, 300 grévistes environ, conduits par des jeunes organisent une manifestation spontanée dans les rues de Liège, ils cassent les vitrines à coups de brique et hurlent : "A l'action, à l'action". La police liégeoise intervient mais après de violentes bagarres rue St-Gilles, les manifestants continuent victorieusement leur ronde jusqu'à la gare des Guillemins où ils crient bravo aux cheminots.

Le 3 Janvier on apprend qu'un homme a été tué à Bruxelles, des grévistes exaspérés par l'immobilisme des dirigeants syndicaux tentent une nouvelle fois de prendre la maison syndicale d'assaut, ils sont repoussés par les fanatiques des "Jeunesses syndicales" et à ce moment là surviennent des communistes qui portent un calicot : "un mort, 10 blessés à Bruxelles". Une manifestation spontanée s'organise de nouveau, ce sont essentiellement des jeunes. Les policiers encadrent la manifestation mais ils n'interviennent pas. Les manifestants se rendent à Outremeuse (le quartier le plus populaire de Liège) et à l'hôtel de Ville (la mairie). Quatre jeunes vont en délégation auprès du bourgmestre (libéral) afin de protester contre le fait d'un gréviste tué à Bruxelles. Le bourgmestre répond qu'il a été tué par une balle perdue. Les manifestants découragés rentrent chez eux.

Le 4 Janvier, le Syndicat organise 4 grandes concentrations dans la région liégeoise. Des milliers de grévistes sont rassemblés. Les jeunes gardes socialistes tentent de lancer le mot d'ordre "marche sur Bruxelles", mais ils ne sont guère suivis. André Renard leader syndicaliste liégeois préside le meeting. Il dit en substance : nous irons jusqu'au retrait pur et simple de la loi unique, nous n'accepterons aucun compromis et comme arme ultime nous employerons l'abandon de l'outil... il rejette l'idée de la Marche sur Bruxelles. Il est follement applaudi par les manifestants.

Le 4 à 19 h. 30 a lieu un grand congrès d'action commune à la populaire (action commune : union des 4 formes du parti socialiste : syndicats, mutuelles, coopératives et politiciens). Le député J.J. Merlot vient annoncer que tous les mandataires socialistes vont démissionner en bloc. Renard annonce l'imminence de l'abandon de l'outil. Les congressistes les acclament follement.

Le 6 Janvier, concentration de ~~milliers~~ de grévistes à Liège, place St-Paul. Meeting présidé par Renard. Après la dislocation quelques centaines de manifestants attaquent la gare des Guillemins, la poste, le Journal "neutre".. La Meuse, retournent 2 cars de police etc...La gendarmerie charge sur les manifestants. Bilan : 3 morts, plusieurs blessés, des dizaines d'arrestations. Le lendemain les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits. Mais les jours passent, on n'abandonne pas l'outil, Van Acker tente de négocier à la Chambre, la loi unique est votée ~~par les députés~~.

Le 11 Janvier, nouveau congrès d'action commune. Merlot annonce que les députés socialistes ne démissionneront pas. Les Flandres et Bruxelles abandonnent le combat. A partir du 16 janvier les grévistes découragés reprennent un à un le travail. Il ne reste plus dans le combat que la grosse industrie (métallurgie et sidérurgie). Ceux-là sont décidés à tenir aussi longtemps qu'il le faudra mais Renard leur annonce le 18 Janvier que les caisses sont vides, qu'ils sont seuls dans la lutte et qu'il vaut mieux reprendre le travail. Voilà comment se termine le 23 Janvier ce qu'on a appelé la grève du siècle.

Le fédéralisme n'est qu'un ballon d'essai lancé par les dirigeants syndicalistes wallons afin de faire croire aux ouvriers que la grève n'est pas complètement perdue.
